

SECRÉTARIAT NATIONAL RECHERCHE ET SAUVETAGE

Première section 1 : Message du directeur exécutif



La recherche et le sauvetage (SAR) au Canada repose largement sur l'abondance de connaissances spécialisés, sur les partenariats et sur les engagements pour la coopération que prennent les intervenants et les professionnels de la prévention de toutes les compétences territoriales. Malgré les pressions croissantes qui s'exercent sur les ressources, les organismes chargés des services de SAR ont offert des services de prévention et d'intervention innovateurs et de qualité durant l'exercice 1997-1998, et ils ont beaucoup contribué à sauver de nombreuses vies de personnes en danger et ont, espérons-nous, empêché la mort de plusieurs autres personnes.

Par la coordination et l'interaction quotidiennes avec les partenaires actuels et potentiels des organismes de SAR, le Secrétariat national Recherche et sauvetage (SNRS) a continué de développer et de renforcer le Programme national de recherche et de sauvetage (PNRS). Ces efforts ont permis une dissémination plus complète de l'information, la mise en oeuvre de nouvelles initiatives, la réduction du dédoublement, l'expansion des partenariats, un plus grand consensus et un rendement amélioré pour le SAR.

Le SNRS a joué un rôle proactif dans trois principales grandes lignes de force afin d'augmenter l'efficacité et l'économie des services d'intervention et de prévention en recherche et en sauvetage au Canada.

Résultat 1 : Élaboration d'un Programme national de recherche et de sauvetage cohésif et efficace

- Améliorer les fonctions de contrôle en vertu du Fonds des nouvelles initiatives de SAR (FNI) pour 114 projets (69 nouveaux et 45 en cours) évalués à 10,3 millions de dollars, afin de rehausser la prévention et d'améliorer les capacités de SAR du Canada; produire un manuel plus convivial et plus complet pour le Fonds des nouvelles initiatives; terminer 61 projets. Publier un sommaire des réalisations de projets terminés;
- Terminer l'étude sur la collaboration en SAR qui a incité la haute direction à accepter d'examiner la vision, les objectifs et les stratégies de SAR. Le Comité interministériel de recherche et de sauvetage (CIRS) a accepté de collaborer afin d'établir des relations plus étroites avec les homologues d'organismes non fédéraux et d'identifier des renseignements en matière de rendement requis afin de gérer le programme de SAR comme une entreprise de collaboration;
- Créer un groupe de travail sur la prévention au sein de SAR pour aider à mettre en oeuvre les recommandations formulées lors de l'examen de la prévention et concevoir et améliorer le programme de prévention.

Résultat 2 : Mise en place de renseignements et d'outils efficaces

- Recueillir des données sur les incidents de SAR afin de contribuer à améliorer la conception de programmes et les capacités de prise de décision;
- Créer un registre canadien unique des balises qui vient consolider deux registres de balise (radiobalise individuelle de repérage, radiobalise de localisation d'urgence (EPIRB)) et qui incorpore un nouvel élément (radiobalise de détresse), ce qui contribuera à créer un système de SAR plus efficace.

Résultat 3 : Mise en place de partenariats nationaux et internationaux importants

- Financer la tenue du sixième atelier et de la foire commerciale SARSCENE ainsi que les premiers jeux de SAR de l'histoire en collaboration avec l'organisme de bénévoles de SAR de Sault Ste. Marie, en Ontario. Cela a permis d'augmenter la possibilité, aux niveaux national et international, d'améliorer l'expertise en SAR et d'échanger des renseignements sur la recherche et le sauvetage.

Nous avons dû relever des défis importants en cours de route. Les coupures au niveau des ressources ont augmenté la pression exercée sur un service déjà très engagé. Alors que l'on s'attend à ce que la réduction des ressources continue d'avoir des répercussions sur les futurs services de SAR, des efforts concertés seront faits afin de maintenir le niveau actuel de SAR par l'amélioration des normes de SAR en matière de bénévolat, par la formation et par la modernisation de l'équipement. Des discussions se poursuivent avec le Comité interministériel de recherche et sauvetage (CIRS), ses sous-comités et le Conseil national de recherche et de sauvetage au sol du Canada afin d'élaborer une orientation stratégique nationale pour la SAR au Canada qui permettra de préserver et d'améliorer les mesures d'efficacité et d'économie de SAR.

SECTION II Aperçu du Secrétariat national Recherche et sauvetage

Secrétariat national Recherche et sauvetage (SNRS)

L'objectif du SNRS est de promouvoir les objectifs du Programme national de recherche et de sauvetage en coordonnant, en appuyant, en faisant la promotion et en examinant les activités des organismes fédéraux et non fédéraux qui offrent des services de SAR aux personnes en danger à l'intérieur des diverses limites de compétence du Canada.

Le Secrétariat national Recherche et sauvetage (SNRS) oriente l'élaboration de politiques en matière de recherche et de sauvetage dans l'ensemble du Canada. Le SNRS relève directement du ministre responsable de la recherche et du sauvetage (MRRS), soit le Ministre de la Défense nationale.

Le SNRS assure un rôle de coordination centrale et de leadership pour le PNRS, en collaboration avec le Comité interministériel de recherche et sauvetage (CIRS). Le Secrétariat gère également le Fonds des nouvelles initiatives de SAR au nom du MRRS.

Le secteur d'activité du SNRS est le «**Programme national de recherche et de sauvetage**».

Programme national de recherche et de sauvetage (PNRS)

Les objectifs du PNRS consistent à :

- améliorer les services de recherche et de sauvetage à l'intérieur des diverses limites de compétence du Canada;
- promouvoir la prévention ou l'atténuation des opérations de SAR, les blessures et les pertes de vie;
- exécuter toutes les fonctions de SAR de façon efficace et économique.

«Il s’agit là d’une initiative unique d’organismes fédéraux, provinciaux, municipaux et privés de recherche et de sauvetage. Le programme a pour but de sauver des vies grâce à la prévention et de fournir des services efficaces et abordables dans tous les secteurs de responsabilité reconnus d’un bout à l’autre du pays.»

- Document de conception du PNRS, le 14 octobre 1991

Aperçu des organismes fédéraux de SAR	
<p>Secrétariat national Recherche et sauvetage (SNRS)</p>	<p>Le SNRS est responsable de coordonner, d’appuyer, de promouvoir et d’examiner le PNRS. Le SNRS appuie les programmes fédéraux et non fédéraux en matière de SAR regroupés sous les principaux secteurs d’activités suivants : coordination des programmes fédéraux, coordination des programmes non fédéraux de SAR, services à la clientèle et examen des programmes.</p>
<p>Ministère du Patrimoine canadien (PC) – (Parcs Canada)</p>	<p>Parcs Canada est responsable de la planification, la coordination, l’élaboration de politiques, la prestation de services de prévention, la gestion des risques et des services de recherche et de sauvetage dans ses 38 parcs et réserves nationaux (d’une superficie de 222 282 kilomètres carrés), dans ses 3 réserves et parcs marins nationaux (d’une superficie de 4 821 kilomètres carrés) dans ses 131 lieux historiques nationaux et ses 7 canaux historiques, et compte des unités d’affaires dans toutes les régions du Canada.</p>
<p>Environnement Canada (EC) (Service de l’environnement atmosphérique) (SEA)</p>	<p>Environnement Canada (EC) est responsable de fournir des prévisions et des alertes sur les conditions météorologiques afin d’aider les Canadiens et les Canadiennes à protéger leur vie et leurs biens. EC émet près d’un million de prévisions et d’alertes météorologiques (plus de 200 000 pour les zones marines; 400 000 pour les zones aériennes; et 500 000 pour l’intérêt public) chaque année. Le ministère exploite également un programme intégré de recherche et de développement (R et D) sur la météorologie afin de mieux comprendre les phénomènes atmosphériques et d’élaborer des techniques et des technologies plus efficaces et plus fiables pour la prestation de services météorologiques.</p>

<p>Ministère des Pêches et des Océans (MPO) (Garde côtière canadienne) (GCC)</p> 	<p>Le ministère des Pêches et des Océans (MPO), par l'entremise de la Garde côtière canadienne (GCC), est responsable des services primaires de SAR maritimes pour les incidents maritimes et aériens dans les zones de responsabilité fédérale, grâce à des embarcations et des aéroglisseurs de la GCC spécialement équipés à cet effet. Il offre des services secondaires de SAR grâce à une flotte d'embarcations et des autres ressources; il collabore avec le MDN à la coordination des services d'intervention de SAR en offrant des services d'expertise maritime aux centres de coordination des opérations de sauvetage (CCOS) à Halifax (N.-É.); à Trenton (ON); et à Victoria (C.-B.); il exploite deux centres secondaires de sauvetage maritime (CSSM) à St. John's (T.-N.) et à Québec (QC); et gère la Garde côtière auxiliaire canadienne (GCAC), un organisme composé de bénévoles. La GCC, grâce à son Bureau de la sécurité nautique (BSN), offre un programme de prévention complet à l'intention des propriétaires de bateaux qui sont les plus à risque d'être impliqués dans des incidents de SAR, y compris les plaisanciers et les pêcheurs commerciaux.</p>
<p>Ministère de la Défense nationale (MDN) (Forces canadiennes) (FC)</p> 	<p>Les Forces canadiennes, du ministère de la Défense nationale, sont responsables de l'opération efficace du système de SAR pour les opérations aériennes et maritimes des Forces canadiennes et de la Garde côtière canadienne susmentionné. Les Forces canadiennes offrent également des ressources de SAR aériennes afin d'effectuer des opérations aériennes et maritimes.</p>
<p>Solliciteur général (SolGen) (Gendarmerie royale du Canada) (GRC)</p> 	<p>La GRC est responsable de fournir des services de SAR dans les cours d'eau à l'intérieur des terres et dans les terres pour les personnes perdues ou portées disparues dans les provinces, les territoires et les municipalités où les services de police sont offerts sous contrat.</p>

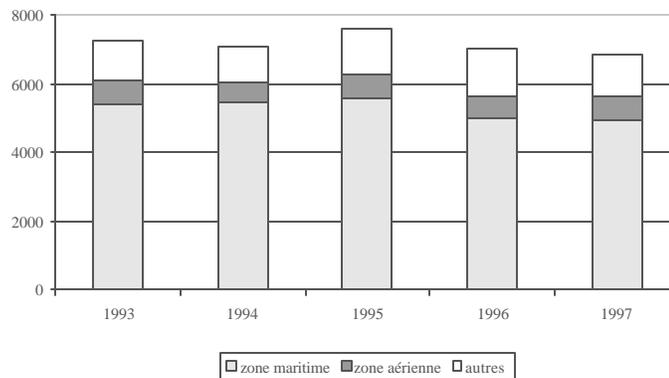
<p>Transports Canada (TC)</p>	<p>Transports Canada (TC) est responsable de fournir des services de la prévention des accidents en élaborant et en appliquant des politiques, des règlements, des lignes directrices, des normes et des procédures recommandés visant à contrôler les risques lors du transport maritime, aérien et de surface. Ces activités sont axées sur la prévention des accidents et des incidents, y compris ceux pouvant exiger une intervention de SAR.</p>
--------------------------------------	--

Incidents de SAR au Canada en 1997

Figure 1 : Détails des incidents tels que rapportés par les centres de coordination des opérations de sauvetage (CCOS) (1997)

La figure 1 montre la tendance sur une période de cinq ans par incident et par type.

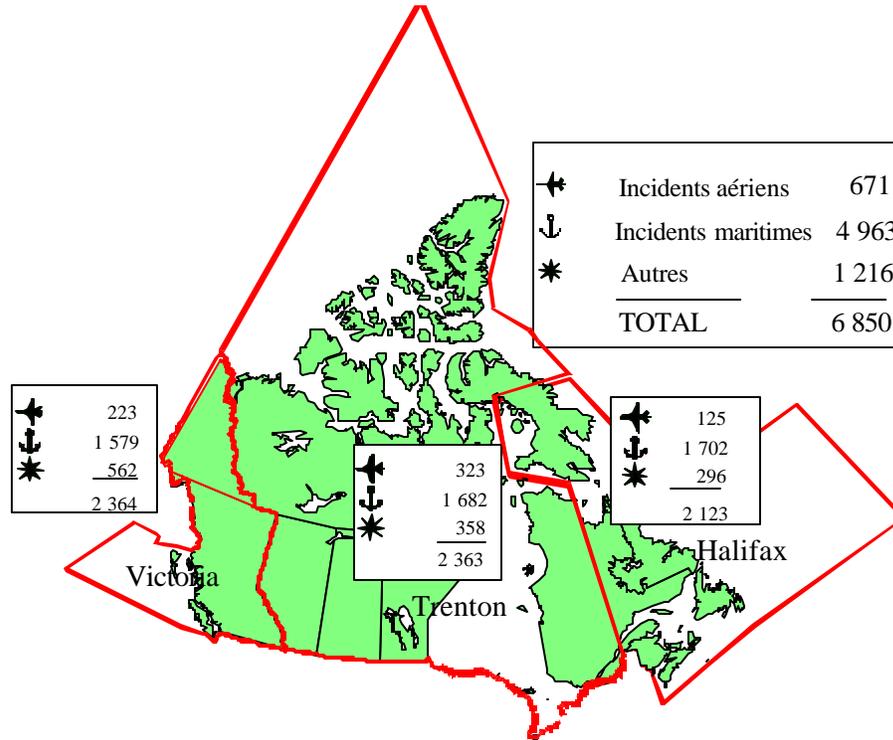
Tendance sur 5 ans des incidents par classification



Le Centre canadien de contrôle des missions (CCCM) a signalé 110 déclenchements de balises de détresse qui ont permis de sauver 53 vies. Le CCCM de Trenton reçoit des alertes par l’entremise de l’organisme COSPAS-SARSAT, qui sont ensuite acheminées au Centre de coordination des opérations de sauvetage (CCOS) approprié.

La figure 2 ci-dessous montre un résumé des incidents aéronautiques, maritimes et ACRSA de SAR sous responsabilité fédérale qui sont survenus et qui ont été traités par le Centre de coordination des opérations de sauvetage (CCOS) de chacune des trois régions du Canada. «Autres» représente les incidents de type humanitaire, l’aide civile et les fausses alertes qui ont exigé une intervention de SAR.

Figure 2 : Incidents de SAR sous responsabilité fédérale tels que signalés par les CCOS



Un exemple de participation d'un ministère chargé des services de SAR- PC (Parcs Canada)
Parcs Canada continuent de maintenir des alliances et des partenariats stratégiques avec les autres ministères fédéraux aux niveaux national et local. Parcs Canada aide la Garde côtière canadienne (GCC) dans le cadre d'intervention de SAR dans les zones maritimes jouxtant les parcs nationaux et assurent la prestation de programmes de la prévention des accidents maritimes dans les domaines de la sécurité nautique, de patrouilles sur les plages et de la navigation.

Figure 3 : Sommaire des incidents dans les parcs et les lieux historiques nationaux



Les parcs, les lieux et les canaux de Parcs Canada reçoivent environ 25 millions de visites-personnes par année. En 1997-1998, le personnel a répondu à plus de 1 474 incidents dont 343 étaient des appels de détresse ou des appels potentiels de détresse. Environ 111 vies ont été sauvées et 1 278 personnes ont été secourues.

L'augmentation des incidents mettant en cause la sécurité publique peut être attribuée en partie à l'amélioration du signalement actuel des incidents par unités d'affaires. La diminution des visites-personnes s'explique en partie par la diminution de la précision dans le signalement des données sur les présences et la mise en œuvre d'un nouveau système de tarif pour les parcs et les lieux. Parcs Canada continue d'accorder une très grande priorité à la prévention.

Aperçu des organismes non fédéraux de SAR	
La participation non fédérale au PNRS comprend des programmes et des activités visant à offrir des services de recherche et de sauvetage dans des régions autres que celles sous la responsabilité des ministères du gouvernement fédéral. Cela comprend les provinces et les territoires, le secteur bénévole de SAR au sol et les organismes de police de toutes les régions.	
Organismes de mesure d'urgence (OMU) des provinces ou des territoires	Le directeur de l'OMU de la province ou du territoire, ou l'équivalent, est habituellement l'agent qui représente l'autorité de la province dans le domaine de la recherche et du sauvetage. Le directeur de l'OMU est responsable de la planification de la recherche et du sauvetage, des communications et de la formation du personnel d'autres organismes, ainsi que des bénévoles organisés des provinces ou des territoires.
Organismes de police des provinces ou des territoires	La GRC est le corps policier sous contrat dans 10 des 12 provinces et territoires du Canada. Elle fournit la capacité opérationnelle et la coordination pour les incidents de SAR dans son secteur de responsabilité et offre souvent une formation et toute autre forme de soutien aux équipes de bénévoles de SAR. En Ontario, la Police provinciale de l'Ontario offre ces services, tout comme le fait la Sûreté du Québec au Québec.
Organismes de services d'urgence d'autres secteurs	Bon nombre de régions municipales et régionales du Canada dépassent les limites urbaines et le corps policier de la région est souvent appelé pour mener des activités de SAR et/ou la coordination. Cela peut comprendre le secteur des services de lutte contre les incendies, dont certains reçoivent la formation en planification et en opération de recherche et de sauvetage. Dans certaines régions, les bénévoles de SAR sont aussi pompiers volontaires, et certains ont profité de la formation et de l'équipement de lutte contre les incendies et ont pris des mesures officielles avec les autorités policières de la province pour agir en tant qu'équipe de SAR au sol de la région.

Le secteur bénévole possède une source importante de connaissances et d'expérience en matière de SAR au sol. La formation et l'utilisation d'équipes de bénévoles ne se fait pas de façon uniforme au pays, quoique la plupart des équipes plus importantes possèdent une formation et une expérience supérieure à celles des niveaux policiers et sont souvent déployés comme directeurs des recherches au sol, faisant rapport à un commandant sur place des forces policières. Le SNRS s'efforce d'harmoniser le processus de formation de ces bénévoles, d'encourager des programmes provinciaux ou territoriaux de certification de bénévoles et d'élaborer un système national d'accréditation de la formation.

Les coûts reliés aux aspects non fédéral du PNSR seront dérivés une fois qu'une plus grande organisation des composantes non fédérales du PNSR seront élaborées dans un contexte national.

Section III Rendement du Secrétariat national Recherche et sauvetage (SNRS)/Programme national de recherche et de sauvetage(PNRS)

Un sommaire du rendement du SNRS, et de celle d'autres ministères fédéraux à l'appui du PNRS, est organisé en trois résultats principaux présentés ci-après :

Résultat 1 : L'élaboration d'un Programme national de recherche et de sauvetage cohésif et efficace																																																																															
Produits livrables	Rendement																																																																														
<p>Financement disponible à toutes les compétences de SAR pour améliorer l'efficacité, l'efficience et l'économie de la prestation de PNRS et SAR</p>	<ul style="list-style-type: none"> A financé et géré 114 projets qui avaient été commandités par les paliers fédéral-provinciaux-territoriaux, dans le cadre du Fonds des nouvelles initiatives (FNI) de SAR (69 nouvelles et 45 poursuivies) évalué à 10,3 millions de dollars, qui a amélioré la prévention et la capacité canadienne de SAR; a diffusé les "Rapports finaux sur le Fonds des nouvelles initiatives (FNI) de SAR" résumant la réalisation de 52 projets achevés au cours de l'AF 1996-1997 pour sensibiliser davantage et réduire la répétition des futurs projets; a achevé 61 projets pendant l'AF 1997-98. <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div data-bbox="532 1098 1013 1465"> <p>Projets FNI pour l'AF 1997-1998</p> <table border="1"> <caption>Quantité de projets FNI par commanditaire</caption> <thead> <tr> <th>Commanditaire</th> <th>New</th> <th>Continuing</th> <th>Completed</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>CH</td><td>8</td><td>2</td><td>10</td></tr> <tr><td>EC</td><td>8</td><td>2</td><td>10</td></tr> <tr><td>DFO</td><td>24</td><td>17</td><td>24</td></tr> <tr><td>DND</td><td>18</td><td>12</td><td>18</td></tr> <tr><td>NSS</td><td>2</td><td>2</td><td>2</td></tr> <tr><td>RCMP</td><td>7</td><td>7</td><td>7</td></tr> <tr><td>TC</td><td>2</td><td>2</td><td>2</td></tr> <tr><td>BC</td><td>5</td><td>5</td><td>5</td></tr> <tr><td>MB</td><td>2</td><td>2</td><td>2</td></tr> <tr><td>NB</td><td>2</td><td>2</td><td>2</td></tr> <tr><td>ON</td><td>2</td><td>2</td><td>2</td></tr> </tbody> </table> </div> <div data-bbox="1027 1157 1524 1465"> <p>Historique de financement du FNI</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Dépenses (milliers de \$)</th> <th>nombre de projets</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>89/90</td><td>5,500</td><td>65</td></tr> <tr><td>90/91</td><td>8,500</td><td>55</td></tr> <tr><td>91/92</td><td>6,500</td><td>75</td></tr> <tr><td>92/93</td><td>10,500</td><td>105</td></tr> <tr><td>93/94</td><td>9,500</td><td>85</td></tr> <tr><td>94/95</td><td>7,500</td><td>95</td></tr> <tr><td>95/96</td><td>7,500</td><td>85</td></tr> <tr><td>96/97</td><td>6,500</td><td>105</td></tr> <tr><td>97/98</td><td>10,500</td><td>115</td></tr> </tbody> </table> </div> </div>	Commanditaire	New	Continuing	Completed	CH	8	2	10	EC	8	2	10	DFO	24	17	24	DND	18	12	18	NSS	2	2	2	RCMP	7	7	7	TC	2	2	2	BC	5	5	5	MB	2	2	2	NB	2	2	2	ON	2	2	2	Année	Dépenses (milliers de \$)	nombre de projets	89/90	5,500	65	90/91	8,500	55	91/92	6,500	75	92/93	10,500	105	93/94	9,500	85	94/95	7,500	95	95/96	7,500	85	96/97	6,500	105	97/98	10,500	115
Commanditaire	New	Continuing	Completed																																																																												
CH	8	2	10																																																																												
EC	8	2	10																																																																												
DFO	24	17	24																																																																												
DND	18	12	18																																																																												
NSS	2	2	2																																																																												
RCMP	7	7	7																																																																												
TC	2	2	2																																																																												
BC	5	5	5																																																																												
MB	2	2	2																																																																												
NB	2	2	2																																																																												
ON	2	2	2																																																																												
Année	Dépenses (milliers de \$)	nombre de projets																																																																													
89/90	5,500	65																																																																													
90/91	8,500	55																																																																													
91/92	6,500	75																																																																													
92/93	10,500	105																																																																													
93/94	9,500	85																																																																													
94/95	7,500	95																																																																													
95/96	7,500	85																																																																													
96/97	6,500	105																																																																													
97/98	10,500	115																																																																													
<p>A rationalisé et modernisé les opérations</p> <p>A poursuivi l'examen des options et alternatives</p>	<ul style="list-style-type: none"> A révisé le Guide FNI pour offrir une information complète, générique, facile à comprendre au sujet des politiques et des procédures du programme FNI au niveau de tous les groupes d'utilisateurs. A poursuivi l'intégration de toutes les activités SAR relevant des diverses compétences à l'aide de contacts, d'activités et de conseils auprès de toutes les compétences. A coordonné une politique de recouvrement des coûts reconnue au plan SAR national. A effectué la vérification de 5 projets du FNI, se traduisant par des ententes pour améliorer la planification, la surveillance et l'évaluation des projets. A achevé l'étude sur la collaboration en SAR, qui a eu comme résultat que les cadres supérieurs ont convenu de réexaminer la vision, les objectifs et les stratégies fédéraux de SAR. 																																																																														

Résultat 1 : L'élaboration d'un Programme national de recherche et de sauvetage cohésif et efficace (suite)	
Produits livrables	Rendement
	<ul style="list-style-type: none"> Le Comité interministériel de recherche et sauvetage a convenu de travailler à l'établissement de liens plus étroits avec ses homologues non fédéraux et de déterminer les renseignements de rendement nécessaires pour gérer le programme SAR comme une entreprise coopérative.
Participation aux comités SAR	<ul style="list-style-type: none"> Tous les ministères et organismes fédéraux et provinciaux-territoriaux de SAR ont participé aux activités des comités SAR. Des représentants à CIRS, aux sous-comités de coordination et d'étude au Groupe de travail sur la prévention ont influé positivement sur l'orientation stratégique du programme national de SAR. Le Conseil GSAR a franchi des étapes importantes en élaborant des repères et des normes de formation menant à une plus grande intégration du PNRS.
Amélioration de l'efficacité du programme SAR de la Garde côtière canadienne	<ul style="list-style-type: none"> La GCC a poursuivi ses travaux pour maximiser les mesures d'économie de coût en augmentant la capacité de tâches multiples de sa flotte tout en conservant les normes opérationnelles du programme SAR; en introduisant des nouveaux canots de sauvetage de type ARUN dans l'Est du Canada pour remplacer les canots désuets et a poursuivi ses travaux de collaboration avec le MDN et d'autres organismes de SAR sur tous les aspects de recherche et sauvetage. La GCC a fait progresser ses efforts en vue de transformer le Bureau de la sécurité nautique d'un organisme provisoire en un organisme complètement établi, y compris l'élaboration d'un dossier pour le programme national. Une approche de travail en équipe, avec une participation des employés de tout le pays, s'est avérée pleine de succès en proposant une orientation du programme national, des composantes du programme, des stratégies et des principes d'entraînement, ainsi que les rôles respectifs de l'administration centrale et des organismes régionaux pour la prestation du programme national.
Évaluation des progrès technologiques modernes à fournir une plus grande efficacité et une plus grande efficacité dans la gestion et la poursuite judiciaire des incidents de SAR	<ul style="list-style-type: none"> Les essais par les FC de la bouée-repère électronique à auto-localisation (SLDMB), financés par le FNI, ont été couronnés de succès pour évaluer la dérive des objets en milieu océanique. Le sauvetage d'une vie a été partiellement attribué à ce nouvel équipement et les FC sont en train de se procurer des SLDMB pour utilisation opérationnelle. Le SNRS a appuyé l'étude de démonstration et d'évaluation GEOSAR pour faciliter l'addition formelle de satellites géostationnaires d'alerte SAR dans le système COSPAS-SARSAT. Les FC ont acheté par le biais du FNI, un nouveau processeur de signaux de satellite géostationnaire qui offrira une alerte presque instantanée avec l'emplacement de l'urgence. De même, un nouveau dispositif de surveillance par télémétrie a été acheté par le biais du FNI, ce qui minimisera les erreurs d'étalonnage de la charge utile des satellites du Canada.

Résultat 1 : L'élaboration d'un Programme national de recherche et de sauvetage cohésif et efficace (suite)	
Produits livrables	Rendement
	<ul style="list-style-type: none"> Les FC ont élaboré un modèle informatisé par le biais du FNI pour prédire le temps de survie des personnes exposées aux conditions atmosphériques humides et froides. Cela sera un autre outil pour aider le contrôleur à déterminer quand la recherche peut être réduite. Les FC ont élaboré un dispositif réchauffant le corps à l'aide des fonds du FNI. Le dispositif s'est bien comporté au cours des essais et fera l'objet de davantage de perfectionnements. Le système fera l'objet d'une promotion à chaque occasion possible pour encourager le parrainage par les entreprises.
	<ul style="list-style-type: none"> La GRC et les FC ont travaillé ensemble pour assurer la diffusion étendue de l'information sur des problèmes possibles de transition à l'an 2000 pour les systèmes de positionnement globaux ce qui a entraîné une meilleure sensibilisation et compréhension du problème de l'an 2000.
	<ul style="list-style-type: none"> TC a poursuivi l'élaboration d'un modèle multimodal de gestion de la sécurité pour offrir des normes nationales à utiliser dans ses bureaux régionaux qui assurent la prestation des services aux clients dans tout le pays.

Résultat 2 : Mise en place de renseignements et d'outils efficaces	
Produits livrables	Rendement
<p>Activités améliorées de communications et prévention</p>	<ul style="list-style-type: none"> A commandité le sixième atelier et la foire commerciale SARSCENE et les premiers jeux de SAR à Sault Ste. Marie, en Ontario, avec des organismes volontaires de SAR, ce qui a accru les occasions d'améliorer l'expertise et l'échange de renseignements aux niveaux national et International.
	 <p>Le Programme du Prix de la réalisation exceptionnelle en recherche et sauvetage a été introduit par le SNRS en 1995 pour reconnaître le travail exceptionnel des bénévoles, des professionnels et des organismes de SAR ainsi que pour sensibiliser davantage tout le pays aux efforts de SAR. En 1997, le Lt. Colonel Keith Gathercole, ancien pilote d'hélicoptère de SAR des FC a gagné le Prix de la réalisation exceptionnelle en recherche et sauvetage. Douze certificats de réussite ont aussi été accordés.</p>
<p>Élaborer une base de données commune pour les balises de détresse</p>	<ul style="list-style-type: none"> A formé un groupe de travail sur la prévention qui a formulé une vision, des objectifs et des stratégies de mise en œuvre pour le programme de prévention PNRS. A créé un registre canadien unique des balises qui a intégré deux registres de balises (radiobalises individuelles de repérage) et radiobalises de localisation d'urgence et y a incorporé un nouvel élément (Radiobalise de détresse) ce qui a produit un système plus efficient et plus efficace pour les fournisseurs de SAR.

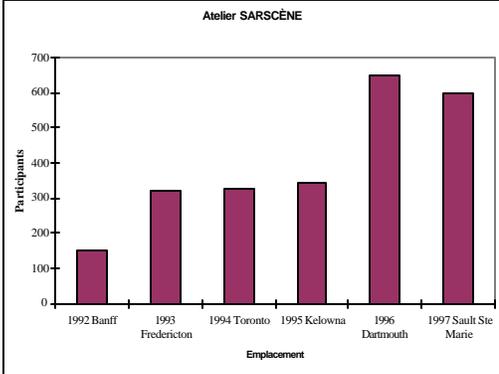
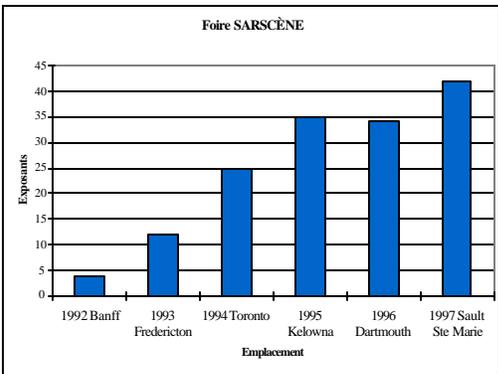
Résultat 2 : Mise en place de renseignements et d'outils efficaces (suite)	
Produits livrables	Rendement
<p>Coopération et intégration continues des initiatives de prévention, des compétences et ressources de SAR</p>	<ul style="list-style-type: none"> • TC et la GCC ont engagé un soutien financier et technique au registre canadien de radiobalises exploité par le SNRS. • TC a élaboré un Plan stratégique de sécurité et de sûreté qui a offert au ministère et à ses intervenants une image claire des futures priorités de sûreté et de sécurité du ministère. Dès que ce plan sera achevé, des indicateurs de mesure du rendement seront utilisés pour mesurer dans quelle mesure le ministère atteint ses objectifs stratégiques concernant la sûreté et la sécurité du système de transport. • A poursuivi l'élaboration d'un système d'information de gestion SAR complètement intégré qui fonctionnera en qualité de centre d'échange de données pour toutes les données SAR disponibles. • A élaboré les fondements d'une base de données sur les renseignements de recherche et sauvetage au sol à l'aide de consultations étendues. • A étendu le contenu, la taille et la publicité dans la revue trimestrielle SARSCENE, ce qui a entraîné des recettes de publicité de 13 000\$. • A étendu la disponibilité de documents SAR imprimés et audiovisuels de la collection du Centre de documentation du SNRS et à d'autres. • A étendu l'utilisation de la presse électronique, ce qui a entraîné une diffusion plus large des renseignements en matière de SAR et a entretenu et mis à jour le site Internet du SNRS. • A accru les mécanismes de remplacement du financement de tous les produits d'information SAR du SNRS, ce qui a entraîné la production de recettes additionnelles. • A co-présidé et soutenu le 50^e anniversaire des activités SAR des FC, à l'aide de publications et du site Web pour aider à annoncer et à reconnaître les réalisations accomplies au cours des 50 dernières années. • A accru la diffusion du programme FNI et des informations de projet les rendant ainsi plus accessibles aux nouveaux candidats ainsi que pour publier les réalisations du programme (p. ex., revue SARSCENE, atelier, site Web)
<p>Programme complet de gestion des risques pour les visiteurs des Parcs nationaux, des aires marines nationales de conservation, des lieux historiques et des canaux historiques nationaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Parcs Canada a commandité la production d'une vidéocassette informative intitulée «Beating the Odds» par la Canadian Avalanche Association (projet financé par le FNI). Cette vidéo a gagné le prix Best in Instructional and Technique Award à l'International Ski and Snowboard Film Festival tenu en 1997 à Crested Butte, au Colorado.

Résultat 2 : Mise en place de renseignements et d'outils efficaces (suite)

Produits livrables	Rendement
<p>Entre 1997 et 2000, moderniser le Système national d'alerte météorologique (réseaux radar et de localisation de la foudre, alertes sur l'ensemble des réseaux de télévision)</p>	<p>Réseau radar :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le réseau de radars météorologiques d'environnement Canada se transformé en réseau radar Doppler en y ajoutant de nouveaux radars Doppler et en intégrant une capacité Doppler aux restants. D'ici 2003, la chaîne sera élargie de 16 à 29 radars, dont trois comportaient une capacité Doppler en 1996. • Le radar Doppler détecte l'intensité et la localisation des précipitations ainsi que le mouvement de l'air dans une tempête, permettant de déterminer par anticipation la gravité de la tempête. Grâce à ce réseau, les météorologistes pourront faire des prévisions et donner à la population canadienne des alertes météorologiques plus opportunes et plus précises. Des progrès ont été réalisés dans les principaux domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> - les plans visant l'implantation ainsi que le choix et l'acquisition de terres requises pour l'installation des radars en 1998 et en 1999; - la constitution d'une équipe de projet multidisciplinaire; - un appel d'offres et la passation d'un marché visant les principaux modules du système (p. ex., les antennes, les radomes, les tours, les processeurs de signaux) • La construction et la mise en service de deux systèmes radar (prévu avant l'annonce concernant le Plan national de radar (PNR)) à Spirit River (Alberta) et à Aldergrove (Colombie-Britannique), précurseurs des systèmes PNR prévus. <p>Réseau de localisation de la foudre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La réalisation du Réseau canadien de localisation de la foudre (RCLF) par Environnement Canada progresse avec satisfaction. Le RCLF, qui comporte 81 détecteurs, a été achevé à 70 p. 100 à la fin de l'exercice 1997-1998. À la fin de juillet 1998, on prévoit la mise en place complète du système. La foudre est chaque année cause de 16 pertes de vie en moyenne et elle allume environ 20 p. 100 (40 p. 100 en Colombie-Britannique) des feux de forêts qui se déclarent au Canada. Ce réseau permettra la localisation rapide des feux de forêt, pour que les mesures adéquates soient prises. Il permettra également aux météorologistes de déduire la gravité de la tempête et de donner des alertes avancées. <p>Alertes sur l'ensemble des réseaux de télévision :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Environnement Canada a collaboré avec l'Association canadienne de la télévision par câble (ACTC) et l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR) en vue d'influencer le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). L'objectif était de faire apporter des changements favorables aux Règlements sur la distribution afin de permettre la mise en oeuvre de l'initiative concernant l'AlerteMétéo. Aux termes des nouveaux règlements, les fournisseurs de signaux doivent approuver la superimposition du message « défilant » d'AlerteMétéo sur leurs émissions à partir de la tête de leur système de câblodistribution. Ce message est une alerte qui apparaît au bas de l'écran de télévision lorsqu'une alerte météorologique est émise.

Résultat 2 : Mise en place de renseignements et d'outils efficaces (suite)	
Produits livrables	Rendement
	<ul style="list-style-type: none"> • Environnement Canada continue d'œuvrer pour la sélection de quatre emplacements à travers le Canada en vue d'entreprendre des « essais pratiques » câblotélévisés pendant une période de six mois durant l'été 1998 jusqu'au début de l'hiver. Les partenaires d'Environnement Canada dans cette entreprise sont l'ACTC, l'ACR, Industrie Canada et Pelmorex (Météo Média Network).
<p>Faire la mise à niveau du système SAR Maritime selon les normes du Global Maritime Distress and Safety System (GMDSS)</p> <p>Améliorer les outils</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La GCC a entrepris une consultation publique étendue, en consultation avec l'organisme principal, Transports Canada, pour définir les zones maritimes canadiennes couvertes par le système GMDSS; les exigences sur le plan des normes et du matériel radio embarqué; et a publié une brochure (financée par le FNI) qui explique le système GMDSS. • La GCC a proposé une approche importante fondée sur le partenariat à la Campagne de sécurité nautique de 1998 en collaboration avec le Conseil canadien de la sécurité nautique, à l'aide d'un financement du FNI. Les éléments de la campagne comprenaient une approche ciblée sur les conducteurs d'embarcation à haut risque, des voies de distribution innovatrice par Canadian Tire, la Croix-Rouge canadienne et d'autres partenaires de cette campagne. • La GCC a établi un comité d'orientation national sur les stratégies pour augmenter le port des dispositifs de flottaison individuels. Ce comité multisectoriel (Santé Canada, Transports Canada, la GRC, la United States Coast Guard, les fabricants, les organismes de sécurité aquatique, les coroners, et les spécialistes universitaires de modification du comportement) recommandera et mettra en œuvre les changements nécessaires aux politiques, pratiques et approches courantes dans ce domaine et mettra à l'avant plan la base de recherche nécessaire pour appuyer ces changements. • La GCC a posé les jalons de la mise en application d'une rigueur et d'un raffinement accrues dans les efforts de prévention et de service d'approche par la formation des compétences des employés du Bureau de la sécurité nautique aux principes de commercialisation à but social et de modifications du comportement.
<p>Programme de formation SAR complet et normalisé pour la GRC dans les T.N.- O.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La GRC, dans le cadre d'un projet commandité par le FNI et entrepris par la division « G » de la GRC, a veillé à ce qu'une réserve de ressources soit capable de répondre rapidement et effectivement à chaque incident SAR, soit en effectuant soit en dirigeant ou en coordonnant les recherches locales. <ul style="list-style-type: none"> - La formation comprenait : La recherche et le sauvetage élémentaire au sol, la gestion de la recherche et la SAR maritime; - Un exercice faisant intervenir la ACRSA, la GRC et des civils locaux formés en SAR maritime; a testé les capacités SAR de tous les participants; - Par cette initiative du FNI, la GRC a travaillé en collaboration étroite avec le gouvernement des T.N.-O. et les collectivités, les ministères du Patrimoine canadien (Parcs Canada), Pêches et Océans (Garde côtière canadienne), la Défense nationale et la Justice ainsi qu'avec ACRSA et l'Auxiliaire de la GCC pour déterminer les besoins, les priorités et mettre en œuvre des programmes. - Le FNI a contribué à la formation de 92 individus dans l'AF 1997-1998.

Résultat 2 : Mise en place de renseignements et d'outils efficaces (suite)	
Produits livrables	Rendement
Règlement modernisé concentré sur la sûreté	<ul style="list-style-type: none"> • TC, en consultation avec la collectivité de l'aviation, a poursuivi l'examen des règlements d'aviation du Canada, qui ont fait l'objet d'une refonte pour rationaliser la réglementation de la sécurité aérienne et pour se concentrer plus clairement sur le contrôle des risques de l'aviation. Ce travail de gestion des risques vise à réduire le nombre d'incidents liés aux opérations de SAR d'aviation dans l'espace aérien géré par le Canada. • TC a poursuivi ses inspections et vérifications de sécurité de l'industrie de l'aviation pour assurer la conformité continue au règlement. • TC a poursuivi la surveillance des critères de qualification des certificats de pilotage maritime et des zones de pilotage obligatoires. • TC a examiné l'expansion possible de la délégation des inspections de sécurité des navires à des sociétés de classification des navires par certains armateurs, sous réserve d'une surveillance et d'un contrôle appropriés.

Résultat 3 : Mise en place de partenariats nationaux et internationaux importants																													
Produits livrables	Rendement																												
<p>L'adhésion et la participation proactive à des organismes SAR nationaux et internationaux : notamment COSPAS-SARSAT; la Commission internationale de sauvetage alpin; l'Organisation maritime internationale; l'Organisation de l'aviation civile internationale</p>	<ul style="list-style-type: none"> • A commandité le sixième atelier annuel SARSCENE (600 participants) et la foire commerciale (43 exposants) à Sault Ste. Marie, en Ontario, en partenariat avec des organismes SAR volontaires, d'autres ministères du gouvernement et l'industrie privée, ce qui a entraîné un plus grand échange d'information et constitué de nouveaux partenariats. A récupéré 59 000 \$ pour compenser les dépenses sur place et a fait don de 1 900 \$ aux volontaires de SAR de Sault. <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> <div data-bbox="516 1245 1015 1619">  <table border="1"> <caption>Atelier SARSCÈNE</caption> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Participants</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1992 Banff</td> <td>~150</td> </tr> <tr> <td>1993 Fredericton</td> <td>~320</td> </tr> <tr> <td>1994 Toronto</td> <td>~330</td> </tr> <tr> <td>1995 Kelowna</td> <td>~350</td> </tr> <tr> <td>1996 Dartmouth</td> <td>~650</td> </tr> <tr> <td>1997 Sault Ste Marie</td> <td>~600</td> </tr> </tbody> </table> </div> <div data-bbox="1036 1245 1534 1619">  <table border="1"> <caption>Foire SARSCÈNE</caption> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Exposants</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1992 Banff</td> <td>~4</td> </tr> <tr> <td>1993 Fredericton</td> <td>~12</td> </tr> <tr> <td>1994 Toronto</td> <td>~24</td> </tr> <tr> <td>1995 Kelowna</td> <td>~35</td> </tr> <tr> <td>1996 Dartmouth</td> <td>~34</td> </tr> <tr> <td>1997 Sault Ste Marie</td> <td>~42</td> </tr> </tbody> </table> </div> </div> <ul style="list-style-type: none"> • A assumé un rôle de leadership international dans la démonstration et l'évaluation par COSPAS-SARSAT de systèmes géostationnaires de 406 MHz. • A coordonné l'équipe qui a représenté le Canada aux réunions de la Commission internationale de sauvetage alpin (CISA). Un représentant de Parcs Canada a dirigé la délégation canadienne, qui comprenait aussi des représentants de la Canadian Avalanche Association et de la British Columbia Provincial Emergency Measures Academy. • 	Année	Participants	1992 Banff	~150	1993 Fredericton	~320	1994 Toronto	~330	1995 Kelowna	~350	1996 Dartmouth	~650	1997 Sault Ste Marie	~600	Année	Exposants	1992 Banff	~4	1993 Fredericton	~12	1994 Toronto	~24	1995 Kelowna	~35	1996 Dartmouth	~34	1997 Sault Ste Marie	~42
Année	Participants																												
1992 Banff	~150																												
1993 Fredericton	~320																												
1994 Toronto	~330																												
1995 Kelowna	~350																												
1996 Dartmouth	~650																												
1997 Sault Ste Marie	~600																												
Année	Exposants																												
1992 Banff	~4																												
1993 Fredericton	~12																												
1994 Toronto	~24																												
1995 Kelowna	~35																												
1996 Dartmouth	~34																												
1997 Sault Ste Marie	~42																												

Résultat 3 : Mise en place de partenariats nationaux et internationaux importants	
Produits livrables	Rendement
<p>Conserver le rôle de leadership de la GCC dans les activités internationales</p> <p>Mettre en œuvre une nouvelle croissance pour l'Auxiliaire de la GCC</p>	<ul style="list-style-type: none"> La GCC a poursuivi ses travaux au sein de l'Organisation maritime internationale (OMI), a participé à un groupe de travail mixte d'experts SAR de l'OMI et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour harmoniser le SAR aéronautique et maritime, appuie le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international par le mentorat dans le Processus du maintien de la paix au proche Orient par l'entremise de la sûreté maritime et en appuyant le Forum sur SAR de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. La GCC a fait progresser plusieurs efforts dans l'esprit du Protocole d'entente de 1996 entre la United States Coast Guard (USCG) et les Bureaux de la sécurité nautique (BSN) de la Garde côtière canadienne, y compris des réunions mixtes avec le personnel des BSN, la participation active à des forums de consultation de l'USCG, la représentation canadienne aux comités et groupes de travail des É.-U., et en assurant la représentation de l'USCG au comité d'orientation récemment formé de la GCC sur les stratégies à long terme relatives au dispositif de flottaison individuel. La GCC, en partenariat avec la Garde côtière auxiliaire canadienne (GCAC), a défini et constitué un Conseil national pour orienter les activités de la GCAC par le biais des cinq conseils régionaux existants. Un rôle futur amélioré est en voie d'élaboration pour la GCAC. Le FNI a approuvé le financement pour l'élément équipement de l'initiative de capacité améliorée pour les deux prochaines années.
<p>Coordonner la participation des volontaires de l'Association civile de recherche et sauvetage aériens (ACRSA)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les FC ont travaillé de concert avec l'Association civile de recherche et sauvetage aériens (ACRSA) pour établir des unités ACRSA là où des incidents sont susceptibles de se produire dans des zones éloignées de l'emplacement d'un aéronef principal de SAR des CF. Un essai a été effectué à Iqaluit, dans les T.N-O., ce qui a fourni une formation SAR aux exploitants commerciaux. Aidé par le FNI, cet essai s'est avéré plein de succès et peu de temps après que cette unité est devenue opérationnelle, ses ressources ont répondu à un incident SAR local qui a pu faire économiser des milliers de dollars en heures de vol de l'aéronef des FC. Une autre ressource commerciale aérienne ayant fait l'objet d'une formation SAR a depuis lors été établie grâce au FNI à Cambridge Bay, dans les T.N-O. L'utilisation de ressources commerciales, combinées aux capacités des volontaires de l'ACRSA, sera surveillée comme méthode de prestation de services SAR rentables. TC a poursuivi son soutien de l'ACRSA, de concert avec le MDN. L'ACRSA a acheté un nombre limité balises de détresse autodirectrices (projet commandité par les FC et financé par le FNI) pour s'assurer que les membres seront capables de localiser des signaux au sol plutôt que d'utiliser les ressources plus dispendieuses d'un aéronef. L'ACRSA prévoit l'achat d'unités supplémentaires de ce genre d'équipement pour accroître sa capacité au Canada.
<p>Élaboration et progrès d'une Association canadienne des volontaires en sauvetage et recherche</p>	<ul style="list-style-type: none"> En 1996, la GRC a commandité un projet de trois ans du FNI pour faciliter l'organisation au niveau national de volontaires de sauvetage et de recherche au sol. En 1997-1998, l'Association canadienne des volontaires en recherche et sauvetage (ACVRS) a été officiellement constituée et continue de s'organiser au niveau national. En 1997-1998 (la deuxième année du projet de trois ans du FNI), la deuxième assemblée générale de l'exécutif de l'ACVRS, des organismes de protection civile, provinciaux-territoriaux et des représentants des services de police a été tenue juste avant SARSCENE '97.

Dans la réalisation des résultats ci-dessus, les intervenants SAR des ministères fédéraux ont eu à relever les **défis suivants** :

Il a été difficile de :	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Maintenir une expertise SAR et une connaissance intégrée tandis que les employés et les budgets sont réduits; ➤ Élaborer un modèle unique d'efficacité pour le SAR;99 ➤ Élaborer une politique normalisée sur le recouvrement des coûts des services fédéraux de SAR à l'aide de consultations et de nombreuses réunions; ➤ Produire des recettes sur certains produits.
--------------------------------	---

Section 4 : Renseignements supplémentaires

Figure 4 : Détails des besoins en personnel, par ministère (ETP)

	Réels 1994-1995	Réels 1995-1996	Réels 1996-1997	Total Prévisions 1997-1998	Réels 1997-1998
Secrétariat national Recherche et sauvetage	19	20	15	15	15
Min. du Patrimoine canadien	40	N/A	67	64	64
Environnement Canada	14	14	14	14	14
Min. des Pêches et des Océans	938	837	817	817	
Min. de la Défense nationale	689	715	776	746	750
Transports Canada	7	7	7	7	7
Total	1 707	1 593	1 696	1 663	771

Nota : Les ETP réels du MPO et de la GCC n'étaient pas disponibles. Les chiffres représentent les meilleurs estimés.

Figure 5 : Coûts (en milliers \$) pour le Programme national de recherche et de sauvetage

	Réels 1994-1995	Réels 1995-1996	Réels 1996-1997	Total Prévisions 1997-1998	Réels 1997-1998
Secrétariat national Recherche et sauvetage	9 206	10 031	12 582	7 996	12 318
Min. du Patrimoine canadien	2 249	4 957	4 961	4 786	4 542
Environnement Canada	...	1 023	985	985	985
Min. des Pêches et des Océans	102 057	75 253	69 486	91 413	91 374
Min. de la Défense nationale	99 901	93 370	113 552	110 505	98 631
Transports Canada	875	875	875	870	870
Total	214 288	185 509	202 441	216 555	208 720

Nota : MDN – Le projet d'hélicoptères canadiens pour SAR est compris dans les exercices 1996-1997 et 1997-1998.

Secrétariat national Recherche et sauvetage

Figure 6 : Coûts (en milliers \$) pour le Secrétariat national Recherche et sauvetage

	Réels 1994-1995	Réels 1995-1996	Réels 1996-1997	Total Prévisions 1997-1998	Réels 1997-1998
Dépenses de fonctionnement	1 785	1 868	1 726	1 726	1 648
Dépense en capital	7 200	7 963	10 646	7 895	10 422*
Subventions et contributions	221	200	210	525	248
Total	9 206	10 031	12 582	10 146	12 318

Nota : * Comprend le report de crédit du Fonds des nouvelles initiatives de SAR.

Ministère du Patrimoine canadien

Figure 7 : Coûts (en milliers \$) pour le ministère du Patrimoine canadien

	Réels 1994-1995	Réels 1995-1996	Réels 1996-1997	Total Prévisions 1997-1998	Réels 1997-1998
Dépenses de fonctionnement	1 658	4 238	4 291	3 935	3 782
Dépenses en capital	591	719	670	851	760
Subventions et contributions	...	...	...	...	...
Total	2 249	4 957	4 961	4 786	4 542

Environnement Canada

Figure 8 : Coûts (en milliers \$) pour Environnement Canada

	Réels 1994-1995	Réels 1995-1996	Réels 1996-1997	Total Prévisions 1997-1998	Réels 1997-1998
Dépenses de fonctionnement		866	830	830	830
Dépenses en capital		72	70	70	70
Subventions et contributions		85	85	85	85
Total		1 023	985	985	985

Nota : EC offre un soutien quotidien en SAR grâce à son important programme de service météorologique et des glaces. Il est difficile d'indiquer le pourcentage exact des services offerts uniquement comme soutien en SAR, toutefois, lorsque cela est nécessaire, comme lors d'une situation d'urgence impliquant SAR, les SEA ont fourni un soutien prioritaire spécialisé. Les dépenses actuelles faites pour le secteur de la sécurité contre les risques environnementaux se répartissent ainsi : 1 406 ETP; 165 000 \$ F&E; 11 300 \$ dépenses en capital; 3 000 \$ Subventions et contributions.

Ministère des Pêches et des Océans

Figure 9 : Coûts (en milliers \$) pour le ministère des Pêches et des Océans

	Réels 1994-1995	Réels 1995-1996	Réels 1996-1997	Total Prévisions 1997-1998	Réels 1997-1998
Dépenses de fonctionnement	93 545	67 478	52 698	87 483	82 202
Dépenses en capital	6 980	6 196	15 085	1 242	6 523
Subventions et contributions	1 532	1 579	1 703	2 688	2 649
Total	102 057	75 253	69 486	91 413	91 374

Nota : Les dépenses de fonctionnement pour l'exercice 1995-1996 et les exercices suivants ne comprennent pas le secteur d'activité de gestion du parc automobile.

Ministère de la Défense nationale

Figure 10 : Coûts (en milliers \$) pour le Ministère de la Défense nationale

	Réels 1994-1995	Réels 1995-1996	Réels 1996-1997	Total Prévisions 1997-1998	Réels 1997-1998
Dépenses de fonctionnement	98 712	87 210	98 275	96 974	88 674
Dépenses en capital	394	5 252	14 266	12 434	8 860
Subventions et contributions	795	908	1 011	1 097	1 097
Total	99 901	93 370	113 552	110 505	98 631

Nota : 1. Les AP et les montants indiqués n'incluent pas le SNRS et le Fonds des nouvelles initiatives de SAR.

2. Les dépenses de fonctionnement comprennent le projet de recherche et de sauvetage par satellite pour toutes les années et le Projet de l'hélicoptère canadien de recherche et de sauvetage pour les exercices 1996-1997 et 1997-1998 seulement.

Transports Canada

Figure 11 : Coûts (en milliers \$) pour Transports Canada

	Réels 1994-1995	Réels 1995-1996	Réels 1996-1997	Total Prévisions 1997-1998	Réels 1997-1998
Dépenses de fonctionnement	875	875	875	870	870
Dépenses en capital	...	...	...	...	...
Subventions et contributions	...	...	...	...	...
Total	875	875	875	870	870